

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2007 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 2007, à l'exception :

1^o des articles 4 et 5 qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2008 et cesseront d'être en vigueur le 31 décembre 2008;

2^o des articles 6 et 7 qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2009 et cesseront d'être en vigueur le 31 décembre 2009.

Art. 9. Notre Ministre de l'Emploi et Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 février 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Emploi,

P. VANVELTHOVEN

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2007 en treedt buiten werking op 31 december 2007, met uitzondering van :

1^o de artikelen 4 en 5 die in werking treden op 1 januari 2008 en buiten werking treden op 31 december 2008;

2^o de artikelen 6 en 7 die in werking treden op 1 januari 2009 en buiten werking treden op 31 december 2009.

Art. 9. Onze Minister van Werk en Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 februari 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

R. DEMOTTE

De Minister van Werk,

P. VANVELTHOVEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE ET SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE, SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE ET ENVIRONNEMENT

F. 2007 — 1066

[2007/200513]

28 FEVRIER 2007. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur nonmarchand

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés notamment l'article 35, § 5, inséré par la loi du 30 décembre 1988, remplacé par la loi du 22 décembre 2003 et modifié par les lois des 27 décembre 2004 et 27 décembre 2005;

Vu l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur nonmarchand, modifié par les arrêtés royaux des 10 décembre 2002, 31 décembre 2003, 13 septembre 2004, 21 septembre 2004, 19 janvier 2005, 18 juillet 2005 et 1^{er} septembre 2006;

Vu l'avis nr. 1.582 du Conseil national de travail, donné le 21 novembre 2006;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 octobre 2006;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 27 octobre 2006;

Vu l'avis 42.073/1 du Conseil d'Etat, donné le 8 janvier 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique et de Notre Ministre de l'Emploi et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur nonmarchand, modifié par les arrêtés royaux du 10 décembre 2002, 31 décembre 2003, 13 septembre 2004 et 1^{er} septembre 2006, est modifié comme suit :

1^o Au § 2, alinéa 1^{er}, le chiffre « 354,92 » est remplacé par « 365 »;

2^o Au § 3, les mots « pour l'ensemble des travailleurs qui tombent sous l'application de cet arrêté » sont insérés entre les mots « réduction des cotisations patronales visée au § 2, alinéa 1^{er} » et « ne peut en aucun cas » et les mots « de la même loi » sont remplacés par les mots « de la même loi, pour l'ensemble des travailleurs qui tombent sous l'application de cet arrêté »

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID, VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN EN LEEFMILIEU

N. 2007 — 1066

[2007/200513]

28 FEBRUARI 2007. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers inzonderheid op artikel 35, § 5, ingevoegd bij de wet van 30 december 1988, vervangen bij de wet van 22 december 2003 en gewijzigd bij de wetten van 27 december 2004 en 27 december 2005;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 december 2002, 31 december 2003, 13 september 2004, 21 september 2004, 19 januari 2005; 18 juli 2005 en 1 september 2006;

Gelet op het advies nummer 1.582 van de Nationale Arbeidsraad, gegeven op 21 november 2006;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 oktober 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 27 oktober 2006;

Gelet op het advies 42.073/1 van de Raad van State, gegeven op 8 januari 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid en Onze Minister van Werk en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector, zoals gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 december 2002, 31 december 2003, 13 september 2004 en 1 september 2006, wordt als volgt gewijzigd :

1^o In § 2, eerste lid wordt het cijfer « 354,92 » vervangen door « 365 »;

2^o In § 3 worden de woorden « voor het geheel van de werknemers die onder toepassing van dit besluit vallen » gevoegd tussen de woorden « vermindering van de werkgeversbijdragen » en « kan in geen geval » en de woorden « van dezelfde wet. » vervangen door de woorden « van dezelfde wet, voor het geheel van de werknemers die onder toepassing van dit besluit vallen ».

Art. 2. A l'article 2bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 13 septembre 2004 et modifié par les arrêtés royaux des 21 septembre 2004, 19 janvier 2005, 18 juillet 2005 et 1^{er} septembre 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1^o Au § 2, alinéa 1^{er}, le chiffre « 354,92 » est remplacé par « 365 ».

2^o le § 3 est remplacé comme suit :

« § 3. La réduction visée au § 2 s'applique après chaque autre réduction de cotisations de sécurité sociale à laquelle peut prétendre l'employeur pour les travailleurs qu'il occupe.

L'article 2, § 3, est d'application pour les travailleurs des ateliers protégés. »

Art. 3. A l'article 5 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o Au § 1^{er}, alinéa 2, le mot « provisoire » est supprimé;

2^o Le § 2 est modifié comme suit :

« § 2. Quand un employeur, tombant sous l'application de cet arrêté, passe dans une autre commission paritaire ou sous-commission paritaire, le fonds sectoriel, auquel ressortissait l'employeur, transfère, au fonds sectoriel dont l'employeur dépend actuellement, une partie des dotations qui correspond à la période se situant entre le moment du changement de commission paritaire et l'année au cours de laquelle les prestations des travailleurs de cet employeur ont été prises en compte dans les dotations du nouveau fonds sectoriel. »

3^o Le § 3 est abrogé.

Art. 4. A l'article 6 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 31 décembre 2003, 13 septembre 2004, 18 juillet 2005 et 1^{er} septembre 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1^o Le § 1^{er} est remplacé comme suit :

« § 1^{er}. Le produit de la réduction visée au Titre III de cet arrêté, ainsi que le montant découlant de l'application de la cotisation de 0,10 % visé dans la loi précitée du 29 juin 1981, sont fixés par Nous, sur proposition du Ministre de l'Emploi et du Ministre des Affaires Sociales et répartis entre les fonds sectoriels selon les dispositions de cet article. »

3^o le § 2 est remplacé comme suit :

« § 2. Le montant du produit des réductions de cotisations visé à l'article 35, § 5, de la loi précitée du 29 juin 1981 est, par Fonds sectoriel, égal, pour l'année n, au montant de la dotation perçue au cours de l'année n-1 augmenté du quadruple du montant de 354,92 euro multiplié par la différence entre les moyennes annuelles du nombre de travailleurs qui au cours des années n-3 et n-2 donnaient droit, pour ce fonds, à la réduction. »

3^o le § 3 est remplacé comme suit :

« § 3. La différence entre le calcul visé à l'article 2 et 2bis, pour l'ensemble des travailleurs qui tombent sous l'application de cet arrêté, et les calculs visés au § 2 de cet article, pour l'ensemble des fonds sectoriels, reste à la gestion globale de la sécurité sociale. »

4^o Au § 4, l'alinéa 1^{er} est remplacé comme suit :

« L'Office national de Sécurité sociale et l'Office national de Sécurité sociale des administrations provinciales et locales communiquent, annuellement sur support électronique au fonctionnaire dirigeant du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, les données relatives au nombre de travailleurs ouvrant le droit au cours des années n-3 et n-2 réparties par commission paritaire ou sous-commission paritaire ainsi que par service public ou institution. »

Art. 5. L'article 16 du même arrêté, supprimé par l'arrêté royal du 31 décembre 2003, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 16. L'affectation intégrale des réductions de cotisations au financement d'emplois supplémentaires est incompatible avec toute autre affectation des fonds et notamment les placements financiers à plus d'un an. »

Art. 6. L'article 62bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 10 décembre 2002 et modifié par l'arrêté royal du 18 juillet 2005, est abrogé.

Art. 2. In artikel 2bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 september 2004 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 september 2004, 19 januari 2005, 18 juli 2005 en 1 september 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht

1^o In § 2, eerste lid wordt het cijfer « 354,92 » vervangen door « 365 »;

2^o § 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. De in § 2 bedoelde vermindering wordt toegepast na elke andere bijdragevermindering sociale zekerheid waarop de werkgever voor de bij hem tewerkgestelde werknemers aanspraak kan maken.

Artikel 2, § 3 is van toepassing voor de werknemers van de beschutte werkplaatsen ».

Art. 3. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o In § 1, 2e lid, wordt het woord 'voorlopige' geschrapt;

2^o § 2 wordt gewijzigd als volgt :

« § 2. Indien een werkgever binnen het toepassingsgebied van dit besluit overgaat naar een ander paritair comité of paritair subcomité, dan dient het sectorale fonds waartoe de werkgever voorheen behoorde aan het sectorale fonds waartoe de werkgever nu behoort, een deel van de dotaties over te maken voor de periode gelegen tussen het tijdstip van wijziging van paritair comité en het jaartal waarin de prestaties van de werknemers van deze werkgever meegenomen zijn in de dotaties van het nieuwe sectorale fonds. »

3^o § 3 wordt geschrapt.

Art. 4. In artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 31 december 2003, 13 september 2004, 18 juli 2005 en 1 september 2006, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1^o § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De opbrengst van de vermindering bedoeld in Titel III van dit besluit, alsook het bedrag voortvloeiend uit de toepassing van de 0,10 % bijdragen voorzien in de voormelde wet van 29 juni 1981 worden door Ons, op voordracht van de Minister van Werk en van de Minister van Sociale Zaken, vastgesteld en verdeeld over de sectorale fondsen volgens de regelingen in dit artikel. »

2^o § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Het bedrag van de opbrengsten van de bijdragevermindering bedoeld in artikel 35, § 5, van de voormelde wet van 29 juni 1981 is, per sectoraal fonds, voor het jaar n, gelijk aan de ontvangen dotatie tijdens het jaar n-1, verhoogd met het viervoud van het bedrag van 354,92 euro vermenigvuldigd met het verschil tussen het jaarlijks gemiddelde van het aantal werknemers die in de loop van de jaren n-3 en n-2, het recht openen, voor dit fonds, op de vermindering. »

3^o § 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. Het verschil tussen de berekening bedoeld in artikel 2 en 2bis voor het geheel van de werknemers die onder toepassing van dit besluit vallen samen en de berekeningen bedoeld in § 2 van dit artikel voor de sectorale fondsen samen, blijft in het globaal beheer van de sociale zekerheid. »

4^o In § 4 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid en de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid voor de plaatselijke en provinciale overheden maken jaarlijks via elektronische drager de gegevens per paritair comité of per paritair subcomité alsook per openbare dienst of instelling de gegevens inzake het aantal rechtopenende werknemers over de jaren n-3 en n-2 over aan de leidend ambtenaar van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg. »

Art. 5. Artikel 16 van hetzelfde besluit, opgeheven bij het koninklijk besluit van 31 december 2003, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Art. 16. De integrale affectatie van de verminderingen van bijdragen aan de financiering van bijkomende tewerkstelling is onverenigbaar met elke andere affectatie door de fondsen, inzonderheid de financiële plaatsingen over meer dan één jaar. »

Art. 6. Artikel 62bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 10 december 2002 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 juli 2005, wordt opgeheven

Art. 7. A l'article 62^{ter} du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 10 décembre 2002 et modifié par l'arrêté royal du 18 juillet 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« Pour l'année 2007, les dotations fixées en application de l'article 6; pour l'ensemble des employeurs qui relèvent d'une sous-commission paritaire de la commission paritaire 329, sont réparties comme suit :

52,47 % pour le fonds Maribel social du secteur socioculturel de la Communauté flamande, 45,93 % pour le Fonds Maribel social du secteur socioculturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne et 1,60 % pour le fonds Maribel social des organisations socioculturelles fédérales et bicommunautaires. »

2° l'alinéa 3 est remplacé comme suit :

« Pour l'année 2008, la dotation du fonds Maribel social du secteur socioculturel de la Communauté flamande est calculée sur base du nombre de travailleurs ouvrant le droit déclarés dans la sous-commission paritaire 329.01 au cours de l'année 2006 multiplié par 354,92 euro. »

3° Il est inséré un alinéa 4, rédigé comme suit :

« Pour ce qui concerne le Fonds Maribel social du secteur socioculturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne, le montant de la dotation 2007 ne peut pas être inférieur au montant de la dotation 2006 compte tenu des transferts d'employeurs de la sous-commission paritaire 329.03.

A partir de l'année 2008, la dotation ne peut pas être inférieure à la dotation de l'année précédente jusqu'à l'année où cette dotation ne dépasse plus le résultat de la multiplication du nombre de travailleurs ouvrant le droit dans la sous-commission paritaire 329.02 par 354,92 euro. »

Art. 8. A l'article 62^{quinquies} du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 18 juillet 2005 et modifié par l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2006, le mot « provisoire » est supprimé deux fois.

Art. 9 Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2007, à l'exception de l'article 5 qui entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et de l'article 6 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Art. 10 Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique et Notre Ministre de l'Emploi sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 février 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Emploi,

P. VANVELTHOVEN

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE**

F. 2007 — 1067

[C — 2007/22131]

25 FEVRIER 2007. — Arrêté royal relatif aux droits des victimes atteintes d'affections dorsales résultant d'une exposition à des vibrations mécaniques

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté a pour objet l'exécution de l'article 36 des lois relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970, qui :

— d'une part, établit le principe général suivant lequel lorsqu'une maladie professionnelle est supprimée de la liste des maladies professionnelles ou lorsque sur cette liste le libellé d'une maladie est modifié, la victime de cette maladie conserve ses droits à la réparation. Dans ces droits sont compris l'aggravation de l'incapacité permanente et l'indemnisation éventuelle du décès en faveur de ses ayants droit;

Art. 7. In Artikel 62^{ter} van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 10 december 2002 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 juli 2005, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« Voor het jaar 2007 worden de dotaties zoals vastgesteld in toepassing van artikel 6 gezamenlijk voor de werkgevers die vallen onder een paritair subcomité van paritair comité 329 verdeeld als volgt :

52,47 % voor het sectorale fonds Sociale Maribel van de sociaal-culturele sector van de Vlaamse Gemeenschap, 45,93 % voor het « Fonds social Maribel Social du secteur socioculturel des Communautés française et germanophone », en 1,60 % voor het fonds sociale maribel voor de federale en bicommunautaire socio-culturele organisaties. »

2° het derde lid wordt vervangen als volgt :

« Voor het jaar 2008 wordt de dotatie voor het sectorale fonds Sociale Maribel van de sociaal-culturele sector van de Vlaamse Gemeenschap berekend op het aantal rechtopenende werknemers aangegeven onder het paritaire subcomité 329.01 in het jaar 2006 vermenigvuldigd met 354,92 euro. »

3° een vierde lid wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« Wat betreft het « Fonds Maribel Social du secteur socioculturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne », kan het bedrag van de dotatie 2007 niet lager zijn dan het bedrag van de dotatie 2006 rekening houdend met de transferts van werkgevers vanuit het paritaire subcomité 329.03.

Vanaf het jaar 2008 kan de dotatie niet lager zijn dan de dotatie van het jaar voordien tot in het jaar waarin deze dotatie niet langer groter is dan het resultaat van de vermenigvuldiging van het aantal rechtopenende werknemers onder het paritaire subcomité 329.02 met 354,92 euro. »

Art. 8. In artikel 62^{quinquies} van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 18 juli 2005 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 september 2006, wordt het woord « voorlopige » tweemaal geschrapt.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2007, uitgezonderd artikel 5 dat in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en artikel 6, dat in werking treedt op 1 januari 2008.

Art. 10. Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid en Onze Minister van Werk zijn, ieder wat hem betreft belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 februari 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

R. DEMOTTE

De Minister van Werk,

P. VANVELTHOVEN

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID**

N. 2007 — 1067

[C — 2007/22131]

25 FEBRUARI 2007. — Koninklijk besluit betreffende de rechten van de getroffen en aangetast door rugaandoeningen te wijten aan de blootstelling aan mechanische trillingen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Wij hebben de eer aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, het ontwerp van koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 36 van de wetten betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade die uit die ziekten voortvloeit, gecoördineerd op 3 juni 1970. Dit artikel bepaalt :

— enerzijds het algemene principe dat wanneer een beroepsziekte uit de beroepsziektelijst wordt geschrapt of wanneer de benaming van een ziekte in deze lijst wordt gewijzigd, de door deze ziekte getroffen persoon zijn recht op schadeloosstelling behoudt. Dit recht omvat eveneens de verergering van de blijvende arbeidsongeschiktheid en de eventuele vergoeding bij overlijden, ten gunste van de rechthebbenden;